



# L'ACTION DU SECTEUR DE LA SANTÉ DIRIGÉE CONTRE LE VIH/SIDA



Département VIH/SIDA  
Santé familiale et communautaire  
**Organisation mondiale de la Santé**

Mai 2003

---

© **Organisation mondiale de la Santé 2003**

Tous droits réservés. Il est possible de se procurer les publications de l'Organisation mondiale de la Santé auprès de l'équipe Marketing et diffusion, Organisation mondiale de la Santé, 20 avenue Appia, 1211 Genève 27 (Suisse) (téléphone : +41 22 791 2476 ; télécopie : +41 22 791 4857 ; adresse électronique : [bookorders@who.int](mailto:bookorders@who.int)). Les demandes relatives à la permission de reproduire ou de traduire des publications de l'OMS – que ce soit pour la vente ou une diffusion non commerciale – doivent être envoyées à l'unité Publications, à l'adresse ci-dessus (télécopie : +41 22 791 4806 ; adresse électronique : [permissions@who.int](mailto:permissions@who.int)).

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation mondiale de la Santé aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les lignes en pointillé sur les cartes représentent des frontières approximatives dont le tracé peut ne pas avoir fait l'objet d'un accord définitif.

La mention de firmes et de produits commerciaux n'implique pas que ces firmes et ces produits commerciaux sont agréés ou recommandés par l'Organisation mondiale de la Santé, de préférence à d'autres de nature analogue. Sauf erreur ou omission, une majuscule initiale indique qu'il s'agit d'un nom déposé.

L'Organisation mondiale de la Santé ne garantit pas l'exhaustivité et l'exactitude des informations contenues dans la présente publication et ne saurait être tenue responsable de tout préjudice subi à la suite de leur utilisation.

---

## LE BILAN S'AGGRAVE

**M**algré la diminution du taux de prévalence dans certains pays et des avancées certaines en matière de traitement et de soins, l'épidémie du VIH/SIDA ne montre aucun signe de recul à l'échelle mondiale. Le SIDA a coûté la vie à plus de 20 millions de personnes en seulement 20 ans. Et dans les pays les plus affectés, il commence à nuire à des secteurs clés, à freiner le développement économique et à mettre en danger la sécurité nationale. Actuellement, plus de 42 millions de personnes sont infectées et 95 % d'entre elles se trouvent dans les pays en voie de développement. On estime qu'en 2010, 45 millions d'individus supplémentaires seront infectés par le virus de l'immunodéficience humaine, si des efforts largement supérieurs à ceux mis en œuvre aujourd'hui ne sont pas entrepris. A cette date, le virus aura tué jusqu'à 30 millions de personnes.

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) s'est impliquée au cœur de la lutte contre le VIH/SIDA depuis son apparition. En tant que coparrain du programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA, son mandat est d'être impliquée au plus haut niveau dans la lutte que mène le secteur de la santé contre l'épidémie. Au moment où la communauté internationale s'efforce de mobiliser un effort à la mesure de l'épidémie, l'OMS travaille plus intensément que jamais à traduire son expertise en action.

## UN NOUVEL ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

**L**es développements majeurs de ces trois dernières années montrent un changement significatif de la manière dont la communauté internationale envisage la nature et l'adéquation de l'action qu'elle mène contre l'épidémie de VIH/SIDA. Se basant sur cet élan, l'OMS met en place avec d'autres organisations internationales le calendrier du VIH/SIDA pour aider les Etats Membres à tirer parti de ces nouvelles opportunités.

### Le monde s'engage à agir

De nouveaux cadres régissent à présent les efforts de la communauté internationale. Lors du sommet du millénaire pour le développement en 2000, les pays participants ont reconnu et affirmé qu'un lien crucial existait entre la santé et le développement et se sont engagés à arrêter la propagation et commencer à faire reculer le virus du VIH/SIDA avant 2015.

En 2001, l'Assemblée Générale des Nations Unies, reconnaissant la gravité de l'épidémie de VIH/SIDA, a

tenu pour la première fois de son histoire une session extraordinaire consacrée à une question de santé. La déclaration d'engagement sur le VIH/SIDA qui en a résulté constitue un engagement politique mondial sans précédent en vue de maîtriser l'épidémie. Elle reconnaît aussi que le traitement, le soin et l'appui, y compris le traitement antirétroviral, sont des éléments cruciaux de toute action efficace. Cette déclaration implique les pays susceptibles d'agir, définit des objectifs pour mesurer les performances et réclame l'appui de la communauté internationale pour mettre en œuvre des programmes d'envergure supérieure.

### Des ressources qui feront la différence

Le manque de ressources a été un obstacle majeur à la mise en place d'une action de plus grande ampleur face au VIH/SIDA. Des analyses récentes ont apporté une image bien plus claire de ce que coûtera la mise en œuvre complète d'interventions efficaces. D'autre part, les ressources annuelles de la communauté internationale pour le VIH/SIDA sont passées de 300 millions de dollars US en 1999 à près de 3 milliards de dollars US en 2002. Des financements conséquents ont été récemment mis à la disposition des pays grâce à des mécanismes comme le Fonds mondial contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme, le programme MAP de la Banque mondiale, des fondations, des agences bilatérales et d'autres donateurs.

### Le traitement donne de l'espoir

Jusqu'à récemment, le prix élevé des médicaments antirétroviraux utilisés pour traiter le VIH/SIDA représentait un obstacle majeur au développement des soins du VIH dans les milieux défavorisés. Depuis l'année 2000, les plus grands laboratoires pharmaceutiques spécialisés dans la recherche commencent à proposer ces médicaments à des prix nettement plus bas dans les pays en voie de développement. La chute des prix continue aussi en raison de l'augmentation de la concurrence créée par les fabricants de médicaments génériques. Il en résulte que de nombreux pays accèdent pour la première fois aux médicaments pour traiter le VIH/SIDA. Tandis que les gouvernements travaillent à établir des objectifs thérapeutiques et des programmes nationaux de traitement, un nombre croissant de grandes sociétés ainsi que d'autres employeurs rejoignent également la lutte contre le VIH/SIDA en fournissant un traitement et des soins contre le VIH aux employés et leurs familles.

Les difficultés techniques empêchant la délivrance d'un traitement antirétroviral dans les milieux défavorisés sont aussi en voie d'être résolues, par exemple grâce aux directives de l'OMS concernant les régimes médicamenteux et les contrôles de laboratoire simplifiés, son programme d'évaluation de la qualité des médicaments contre le VIH et l'ajout de 10 médicaments antirétroviraux à la liste des médicaments essentiels de l'OMS.

## Prévention et soins - De nouvelles opportunités pour une réponse plus forte

Bien que l'impact de l'épidémie de VIH/SIDA se fasse sentir dans tous les secteurs, celui de la santé joue un rôle central en ce qui concerne la prestation de soins, la promotion et la mise en œuvre d'autres interventions efficaces, la mobilisation des ressources et l'implication au plus haut niveau dans l'ensemble de l'action. Dans tous les pays affectés, le VIH/SIDA a fait peser des exigences sans précédent sur le secteur de la santé, à la fois par les coûts directs générés par exemple par les soins donnés aux patients, les fournitures et le personnel médical mais aussi par les coûts indirects comme la perte de professionnels formés et la surcharge des services et du personnel. Dans la plupart des pays en voie de développement, le secteur de la santé n'a eu jusqu'à présent que peu à offrir aux patients qui remplissent les lits d'hôpitaux en nombre croissant. Dans plusieurs pays où la prévalence est élevée et les dépenses de santé et l'accès aux soins actuellement limités, les besoins en matière de santé augmentent énormément alors que la capacité des systèmes de santé diminue.

Le fait d'être en mesure d'offrir un traitement antirétroviral va donc probablement remonter le moral au secteur de la santé, réduire la demande en hospitalisations et renforcer la capacité à fournir d'autres services. Les avantages du traitement vont aussi permettre au secteur de la santé d'améliorer la couverture et l'efficacité de l'ensemble de son action en créant de nouvelles opportunités pour la prévention du VIH/SIDA. Par exemple, le fait que la thérapie antirétrovirale soit disponible va inciter les gens à se soumettre au dépistage du VIH et à se diriger vers d'autres secteurs des services de santé, ce qui permettra de créer de nouveaux points d'entrée dans le système de santé et donnera par exemple l'occasion d'empêcher la propagation du virus en soutenant les personnes qui vivent avec le VIH/SIDA ainsi que leurs partenaires sexuels et leurs familles. Un accès plus large au traitement permettra d'encourager l'utilisation optimale des infrastructures existantes (comme les services de maternité et de tuberculose), d'impliquer la communauté dans la prévention et les soins du VIH/SIDA et de susciter l'apparition de nouveaux prestataires de soins ce qui contribuera au renforcement et à la pérennité des systèmes de santé.

En plus de permettre la création d'opportunités stratégiques qui renforceront le secteur de la santé, le traitement assurera le bien-être et l'éducation des générations futures en réduisant le nombre croissant d'enfants devenus orphelins à cause du VIH/SIDA. En permettant aux soutiens de famille d'être en meilleure santé et plus productifs, le traitement peut largement atténuer l'impact de la maladie sur les ménages et la main d'œuvre. Un point très important est le fait que le traitement soit disponible ne peut que réduire la peur, les blessures et la discrimination liées au VIH/SIDA, ce qui permet aux

sociétés de débattre de l'épidémie plus ouvertement et d'éviter de nouvelles infections de façon plus effective.

Puisque les traitements antirétroviraux ne sont pas curatifs, l'accès accru aux traitements et aux soins doit bien sûr être accompagné de mesures de prévention qui, d'après la Déclaration d'Engagement de la session extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur la VIH/SIDA, représentent le « fondement de la lutte ». En renforçant les efforts de prévention, les pays en voie de développement peuvent éviter le problème, que l'on constate actuellement dans les villes du monde industrialisé, de la perte des bénéfices d'une mortalité et d'une morbidité réduite chez les personnes vivant avec le VIH/SIDA en raison de l'augmentation du taux d'infection.

## RÉUSSIR UNE ACTION DE PLUS GRANDE ENVERGURE

### L'amélioration des capacités de l'OMS

Il reste beaucoup à faire pour traduire les développements prometteurs au niveau international en programmes effectifs dans les pays, les districts et les communautés. Parmi les principaux défis auxquels font face les systèmes de santé se trouvent la mise en place et la maintenance des ressources humaines, la fourniture d'articles, la qualité et l'homogénéité des services, une meilleure utilisation des infrastructures existantes, le soutien de la recherche au sein des programmes nationaux et l'obtention et l'exploitation d'informations plus précises sur les tendances épidémiologiques et comportementales. Les Etats Membres, et particulièrement leurs Ministères de la Santé, cherchent de l'aide auprès de l'OMS pour relever ces défis et augmenter l'importance de leur rôle.

Dans cette optique, l'OMS a considérablement augmenté les ressources destinées à la lutte contre le VIH/SIDA, y compris pour le Département VIH/SIDA. Au sein de l'Organisation, on attend une multiplication par trois de la totalité des fonds alloués au VIH/SIDA au cours de la période 2001-2005, en comparaison avec la période 1996-2000. Dans le même temps, le personnel à temps plein aura plus que doublé.

### Un mode de travail plus stratégique

En mai 2000, reconnaissant le besoin d'une approche organisationnelle plus stratégique et mieux coordonnée pour lutter contre l'épidémie de VIH/SIDA, l'Assemblée Mondiale de la Santé a demandé à l'OMS de développer une Stratégie globale du secteur de la santé contre le VIH/SIDA. Cette stratégie, qui doit être approuvée par l'Assemblée en mai 2003, représente un cadre nouveau et pratique destiné aux pays qui évaluent et redéfinissent

l'adéquation des actions du secteur national de la santé, et définit le rôle que l'OMS joue pour les soutenir dans cette voie.

Bien que le VIH/SIDA reste une priorité qui concerne l'ensemble de l'Organisation et que le travail soit mené dans tous les départements, regroupements et bureaux régionaux, le Département VIH/SIDA sert de point de recouplement pour orienter et coordonner l'ensemble des stratégies du programme de lutte contre VIH/SIDA.

En plus de ce rôle, le Département VIH/SIDA a son propre programme qui met l'accent sur les efforts de l'Organisation dans les domaines stratégiques décrits ci-dessous. Ces domaines reçoivent le soutien d'objectifs en matière de plaidoyer mondial, développés en partenariat au sein et en dehors du système des Nations Unies et qui se traduisent par des déclarations propres ou développées à partir des objectifs établis par la Déclaration d'Engagement de la session extraordinaire de l'Assemblée Générale. Bien que l'OMS ne soit pas en mesure de réaliser ces objectifs seule, ils motivent les efforts du Département VIH/SIDA et guident ses alliances et ses programmes stratégiques pour la période biennale en cours.

### Informations Stratégiques, mieux connaître l'épidémie et les reprises du secteur de la santé

L'OMS a un rôle important à jouer en tant que source mondiale objective d'informations sur la surveillance épidémiologique. Des informations justes sur les tendances épidémiologiques et comportementales sont cruciales pour le plaidoyer, la planification et le ciblage des interventions dans les régions où elles auront le plus d'impact. Toutefois, les systèmes de surveillance épidémiologique conçus pour un pays donné et qui se concentrent sur la collecte de données au sein des populations présentant le plus de risques sont encore

**Objectif :** d'ici 2005, 60 % des pays auront établi une surveillance satisfaisante du VIH/SIDA, des infections sexuellement transmissibles et des comportements connexes.

mis en œuvre de façon très inadéquate. Le renforcement de ces systèmes à l'échelon national et la promotion de systèmes de surveillance comprenant le VIH, les IST et des données comportementales sont des priorités principales pour l'OMS.

De plus, le fait de connaître les modes d'action du secteur de la santé et de comprendre les déterminants de ces actions aideront à identifier où concentrer les ressources. Le Département VIH/SIDA fournit un appui considérable en matière de contrôle et d'évaluation de l'efficacité des programmes et interventions clés, grâce au développement d'indicateurs et d'objectifs opérationnels par exemple. Elle joue aussi un rôle moteur en guidant et en facilitant les recherches opérationnelles pour que le secteur de la santé développe une action efficace et appropriée.

### Assistance Technique - Rassembler et tout remettre à plat

L'OMS reconnaît que son travail à l'échelle mondiale ne contribuera pas à une diminution des taux de transmission ni à une amélioration de la santé si ce n'est traduit par une action concrète dans les pays, puis finalement dans les districts et les communautés. C'est pourquoi l'Organisation a considérablement renforcé sa capacité à fournir un service d'assistance technique à l'échelle régionale et nationale et considère l'amélioration des capacités des bureaux régionaux et nationaux de l'OMS comme une priorité absolue. Les efforts se concentreront sur les compétences en matière de VIH/SIDA, la planification stratégique, la gestion de projet, l'établissement de partenariats et le renforcement des institutions locales.

Parce que mobiliser des ressources est une priorité absolue pour les pays, notamment grâce au Fonds mondial de Lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme, l'assistance technique porte une attention particulière à l'aide à la préparation de propositions de subventions. Entre temps, l'OMS continue d'évaluer les possibilités qu'elle a d'être plus efficace à soutenir les réponses au niveau des communautés.

### Leadership, plaidoyer et partenariats : maintenir l'élan

Plaidoyer de manière constante est nécessaire si la communauté internationale souhaite accomplir les objectifs du Sommet du Millénaire sur le développement et remplir les obligations qui lui reviennent en vertu de la Déclaration d'Engagement de la session extraordinaire de l'Assemblée Générale. Les efforts récents de l'OMS en matière de plaidoyer, par exemple, ont promu le lien qui existe entre santé et développement économique grâce au travail de la Commission Macroéconomie et Santé de l'OMS. L'OMS a aussi travaillé à la promotion et à l'élaboration de solutions à partir des objectifs définis lors de la session extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur le VIH/SIDA qui concernent particulièrement le secteur de la santé, y compris le rôle majeur que joue le fait de plaidoyer pour que trois millions de personnes dans les pays en développement reçoivent un traitement antirétroviral avant 2005.

En accord avec l'action multisectorielle contre le VIH/SIDA, l'OMS reconnaît que beaucoup de défis actuels ne peuvent trouver de solution sans partenariat, par exemple avec les parrains d'ONUSIDA, les agences de l'ONU, les Ministères de la Santé et les programmes nationaux de lutte contre le VIH/SIDA et la construction de nouveaux partenariats avec la société civile et le secteur privé. Par exemple, une interaction accrue avec le secteur des communautés renforcera les efforts en matière de militantisme et permettra finalement d'avoir des services de santé plus adaptés, plus pérennes et plus accessibles.

## Interventions du secteur de la santé - Se concentrer sur ce que nous faisons de mieux

Le travail normatif et technique du Département VIH/SIDA s'est délibérément concentré sur un nombre restreint d'interventions majeures et connexes, qui sont des éléments essentiels d'une action de lutte efficace contre le VIH/SIDA. Au sein de l'action multisectorielle, mentionnée dans la Déclaration d'engagement de la session spéciale de l'Assemblée Générale, la responsabilité de ces interventions appartient clairement au secteur de la santé tout en étant compatible avec l'avantage technique comparé de l'OMS en tant que coparrain d'ONUSIDA. En identifiant et en saisissant les occasions d'intégrer ces interventions de coopération à l'infrastructure de santé existante, l'ensemble des systèmes de santé peut être renforcé ce qui peut avoir un impact majeur sur l'épidémie de VIH/SIDA et les pathologies associées.

- *Soigner les mères séropositives et leurs enfants*

On estime que 800 000 enfants âgés de moins de 15 ans ont été infectés par le VIH en 2002, la plus grande majorité par leur mère durant la grossesse, l'accouchement ou l'allaitement. Toutefois, les stratégies pour prévenir la transmission de mère à enfant (TME, *Transmission mère-enfant*), qui vont des interventions thérapeutiques aux méthodes d'alimentation des nourrissons, sont en mesure de prévenir jusqu'à 50 % des infections. Le travail normatif et d'orientation dans ce domaine se concentre sur l'intégration systématique de ces interventions aux services de

**Objectif :** d'ici 2005, la proportion de nouveau-nés infectés par le VIH sera réduite de 20%.

santé de la reproduction et de soins maternels et infantiles et à les mettre en relation avec les soins dispensés aux mères et aux enfants ayant contracté le virus (« TME - plus »).

- *Les approches stratégiques pour la prévention du VIH/SIDA*

Le secteur de la santé joue un rôle crucial dans la promotion de la prévention du VIH. Au sein de l'organisation, l'OMS continue à promouvoir les pratiques sexuelles sans risques, y compris l'usage du préservatif et la gestion des MST dans le programme de santé de la reproduction et sexuelle. L'accent est tout particulièrement

**Objectif :** d'ici 2005, 80% des services de santé génésique fourniront des préservatifs et encourageront l'utilisation.

mis sur le développement de services mieux adaptés et plus accessibles aux jeunes qui, selon les nouvelles statistiques de l'OMS, représentent 50% des nouvelles infections dans le monde.

**Objectif :** d'ici 2005, 90 % des jeunes auront accès à l'information, à l'éducation et aux services dont ils ont besoin pour se protéger et protéger les autres de l'infection.

L'OMS assure aussi la promotion de services de prévention du VIH fondés sur des principes de réduction

des dommages liés à la toxicomanie et la mise en place d'interventions de plus grande envergure en vue de réduire l'infection des nourrissons par le VIH, mesures qui sont intégrées aux programmes de santé de la reproduction, maternelle et infantile. Le développement de nouveaux outils de prévention est soutenu par les programmes de l'OMS pour la promotion et l'accélération du développement de vaccins et de microbicides contre le VIH.

Un nouvel élément du travail de prévention du Département VIH/SIDA, dans le cadre du programme SHAPE (*Strategic HIV/AIDS Prevention Approaches*), consiste à utiliser des technologies traditionnelles et novatrices pour cibler les programmes de prévention dans les endroits où ils sont le plus utiles et où leur action sera la plus bénéfique. Par exemple, les informations stratégiques pourraient montrer que l'incidence du VIH se concentre dans certaines zones géographiques parce qu'elles abritent des groupes particulièrement vulnérables ou parce que certains comportements à risques y sont communs. Des programmes de prévention peuvent donc être stratégiquement conçus pour cibler les communautés industrielles ou bien les bidonvilles, pour faire face par exemple à des comportements à risque ou répondre aux besoins de populations spécifiques.

Le programme SHAPE promeut aussi les synergies entre le traitement et les soins relatifs au VIH afin de s'assurer que la programmation de la prévention correspond aux besoins des personnes qui vivent avec le VIH/SIDA et les fait participer autant que possible à la prévention du VIH et des IST.

- *L'accès au traitement antirétroviral*

A la fin 2002, l'OMS a estimé qu'entre 5 et 6 millions de personnes vivant avec le VIH/SIDA avaient besoin d'urgence d'une thérapie antirétrovirale, mais que seules 300 000 utilisaient ces traitements dans les pays en développement. En Afrique sub-saharienne, qui représente 75% des cas de VIH, la couverture antirétrovirale est estimée à un simple 1%.

L'élargissement de l'accès à ces médicaments est une haute priorité pour l'OMS, non seulement parce que le traitement et la détection de la maladie incombent au secteur sanitaire, mais aussi parce que l'accès au traitement permettra de répondre globalement de manière plus efficace, notamment via les efforts de prévention. Des progrès significatifs ont été accomplis dans ce domaine en 2002, notamment par l'ajout de 10 médicaments antirétroviraux supplémentaires à la liste modèle de l'OMS concernant les médicaments essentiels, dans la publication des premiers formulaires Modèles et directives de l'OMS sur l'utilisation d'antirétroviraux simplifiés et le contrôle clinique des ressources en environnements pauvres.

L'OMS concentre ses efforts sur la production des ressources techniques pour faire passer à une échelle

supérieure les programmes ARV au niveau des pays, y compris l'intégration des tests VIH et la consultation vers les systèmes de santé et l'expansion des programmes de prévention de la transmission aux enfants pour assurer un soin sur la longue durée de leurs mères VIH+ («MTCT-plus»). L'OMS joue aussi un rôle de plus en plus important dans la facilitation des partenariats qui supportent l'accès au traitement, par exemple par des initiatives régionales et l'accueil du Secrétariat pour la Coalition internationale nouvellement créée pour l'accès au traitement VIH, une initiative majeure et multipartenariale pour accélérer l'accès aux médicaments antirétroviraux dans les pays en développement.

Une collaboration intensive a lieu dans toute l'organisation dans des domaines comme la co-infection VIH-TB, les médicaments essentiels et les politiques pharmaceutiques, le commerce et la propriété intellectuelle, la fourniture des équipements, les diagnostics et la qualité des médicaments.

**Objectif** : d'ici 2005, 3 millions de personnes suivront un traitement antirétroviral.

- *Conseil et dépistage du VIH*

On estime que moins de 10% des personnes vivant avec le VIH/SIDA dans les pays en développement connaissent leur statut VIH+. Des niveaux bien plus élevés du statut VIH sont essentiels pour une progression accrue du traitement et des soins VIH/SIDA, et pour le renforcement et l'amélioration des efforts de prévention, y compris la prévention de la transmission VIH aux enfants.

A présent, les services de dépistage du VIH ne sont pas disponibles à une grande échelle et varient grandement en qualité. De plus, le modèle des consultations de dépistages volontaires n'est pas toujours approprié ou faisable dans un contexte de ressources limitées. L'OMS travaille avec une large gamme de partenaires sur les aspects méthodologiques et programmatiques du conseil et dépistage du VIH, et pour développer des modèles qui peuvent être très vite

**Objectif** : d'ici 2005, 60% de la population aura accès à des services de dépistage du VIH et de conseil.

- *Injection sécurisée et sécurité sanguine*

On estime que de mauvaises pratiques d'injections dans le secteur de santé, comme la réutilisation d'instruments non sécurisés, sont à l'origine d'environ 5% du total des nouvelles infections en 2000. L'OMS continue de coordonner une coalition de partenaires internationaux afin de promouvoir une utilisation sécurisée et appropriée des instruments d'injections dans le monde entier. Les activités de ce réseau comprennent l'éducation du personnel du secteur de santé; la vérification de la disponibilité d'instru-

ments appropriés, la fourniture de boîtes de diluants et de sécurité; la promotion de l'usage rationnel des injections dans les politiques pharmaceutiques nationales; la gestion des déchets d'aiguilles; et la promotion de la distribution d'équipement d'injection à usage unique.

**Objectif** : d'ici 2005, tous les médicaments et vaccins injectables seront fournis avec un matériel d'injection à usage unique.

L'OMS continuera aussi son travail avec les gouvernements pour promouvoir le développement de programmes sanguins nationaux qui assurent la sécurité, la qualité et l'adéquation du sang et des produits sanguins pour satisfaire aux besoins de tous les patients, à transfuser seu-

**Objectif** : d'ici 2005, tous les stocks de sang seront soumis au dépistage du VIH.

lement si nécessaire en tant que partie du programme sanguin pérenne à l'intérieur du système de santé.

## L'AVENIR

### Le défi des Ressources

Bien que de nouvelles ressources de financement vont apporter une accélération majeure pour les pays qui cherchent à faire passer à une échelle supérieure leur réponse nationale au VIH/SIDA, il existe aussi des demandes considérables, qui nécessitent des stratégies bien conçues et la mise en place de mécanismes de coordination, ainsi que la présence de capacités et d'infrastructures suffisantes pour absorber des fonds considérables dans une période courte. Il en résulte que la demande de support technique de la part des agences internationales - telles que l'OMS - est en augmentation. Actuellement, un défi majeur consiste à s'assurer que les nouvelles opportunités de financement pour les pays correspondent aux ressources nécessaires au niveau international pour soutenir les programmes nationaux.

### Certaines choses ne changent pas

Tandis que l'épidémie et les réponses que l'on y apporte évoluent, le travail de l'OMS contre le VIH/SIDA continuera à se baser sur quelques principes fondamentaux. Le rôle des gouvernements nationaux, travaillant avec la société civile et d'autres partenaires, consiste à assurer la direction, les moyens et la coordination de la réponse à l'épidémie; l'OMS s'engage à les soutenir dans ce rôle. Les efforts de l'organisation continueront aussi à être guidés par un engagement envers les preuves comme base d'action, l'élimination des inégalités de genres, le respect pour les droits humains et l'implication des personnes vivant avec le VIH/SIDA. Par dessus tout, l'OMS s'efforcera d'assurer que les méthodes de prévention, les traitements sauvant des vies et les résultats des études scientifiques soient rendus accessibles à tous sur une base équitable et économiquement abordable à tous et à toutes.

Pour plus d'informations, contacter :  
**ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ**  
Santé familiale et communautaire - Département VIH/SIDA  
20, avenue Appia - CH-1211 Genève 27 - Suisse - E-mail: [hiv-aids@who.int](mailto:hiv-aids@who.int)  
<http://www.who.int/hiv/en>

